

Nous ne pouvons plus les laisser faire. La colère s'exprime, faisons la déborder!

Une fois de plus, la violence des gouvernants à l'égard de la majorité de la population s'est illustrée en juillet dernier lorsque Bayrou a présenté son projet de Budget pour 2026 !

Sous prétexte d'une urgence à combler un déficit qu'ils ont eux mêmes créé et accentué, ils entendent mettre au pas celles et ceux qui n'ont rien d'autre pour vivre que leur force de travail ainsi que celles et ceux qui survivent dès le 10 de chaque mois.

Leur choix assumé est de poursuivre une politique en faveur des plus fortunés. Et pour y arriver, ils ont braqué l'État et vidé ses caisses : suppression de l'impôt sur la fortune (4,5 Milliards€), 211 Milliards € d'aides publiques au patronat sans aucun contrôle, baisse du taux d'imposition des entreprises (de 33 à 25 % en 5 ans), fuite en avant de la fraude fiscale (80 Milliards€ estimés)...

Et pour réaliser 43,8 Milliards d'économie, le gouvernement veut nous imposer la suppression de 2 jours fériés, remettre en cause la 5ème semaine de congés payés, instaurer une année blanche sur les prestations sociales et les retraites, augmenter le nombre de jours de carence en cas d'arrêt maladie, supprimer encore plus de fonctionnaires, remettre en cause la prise en charge à 100% pour les maladies chroniques et les cancers, doubler les franchises médicales, supprimer des services et agences publiques... tout en annonçant, sans gêne, rallonger de 900 Millions € les cadeaux aux entreprises au nom de la compétitivité.

Et sur ces 43,8 Milliards €, le gouvernement entend faire reposer l'effort sur nos services publics, nos collectivités territoriales, à hauteur de 5,3 Milliards €, alors qu'il nous avait déjà sucré, début 2025, 2,2 Milliards d'€.

La coupe imposée à nos collectivités était déjà immense... pour 2026 elle explose ! Nous connaissons bien les conséquences sur nos conditions de travail et le service public rendu à la population.

La colère qui s'exprime partout autour de l'initiative de 10 septembre, c'est aussi et surtout la nôtre, nous, agent-es des mairies, communautés d'agglomération, départements, régions, métropoles, parce que nous sommes les travailleur-ses les plus précaires et plus pauvres du salariat au service de toute la population !

Ainsi, **la Fédération SUD Collectivités Territoriales affirme la nécessité de construire dès le 10 septembre, dans la durée, le rapport de force pour qu'ils dégagent tous !**

La vraisemblable chute de Bayrou et de son gouvernement n'est pas suffisante ! Chaque gouvernement qui se succède nommé par Macron est toujours plus raciste, anti justice sociale et anti climat que le précédent.

La colère légitime qui s'exprime autour de l'initiative du 10 septembre ne peut être ni balayée, ni méprisée car elle repose sur la réalité de millions de personnes.

Les syndicats de la Fédération SUD Collectivités Territoriales s'engagent pleinement dans les mobilisations en mettant l'outil syndical au service des actions qui seront décidées localement par les collectifs de travail et les populations.

Des préavis de grève reconductibles sont déposés pour permettre à chacun-e de prendre part à la révolte.

**Faisons disparaître leur mépris et leur arrogance,
le 10 septembre n'est que le début !**

